



Faire le Point :

*Ensemble, les communautés et le gouvernement
veillent à la sécurité
et au bien-être de la collectivité*

RÉSUMÉ: Groupe de discussion

*Le présent rapport résume un important travail de recherche rédigé par
Laurie Ann McCardle*

Introduction

C'est en 2005 qu'on a vécu le lancement du projet « Faire le point ». On voulait justement « faire le point et, avec la participation des partenaires de la collectivité et du gouvernement, créer un plan de coopération visant la sécurité communautaire et le mieux-être en se penchant sur les causes du crime ». On veut en arriver à établir une approche de prévention du crime collective et complète par le biais du développement social à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le présent rapport du groupe de discussion se veut un des composants d'un vaste projet dont le but consiste à organiser et à animer une série de six groupes de discussion avec des collectivités de l'Île. Ces groupes ont donc réuni des participants pour les interroger sur la prévention du crime et la sécurité communautaire du point de vue de leur propre collectivité. Ce qui en ressort nous servira de base de discussion sur la structure provinciale complète et sur le plan d'action et nous permettra d'y contribuer.



Mise en contexte

C'est en 1995 qu'a été lancé un rapport intitulé : « *Strategies for Safer Communities in Prince Edward Island* ». Une série de groupes de discussion servait à informer les personnes qui focalisaient alors sur les stratégies. De plus, afin d'inclure plusieurs composants des collectivités de 1995, les groupes de discussion ont réuni des gens de l'Âge d'or, des nouveaux arrivants, des homosexuels, des Acadiens francophones ainsi que des jeunes et des femmes autochtones. En tout et partout, 41 personnes ont participé aux six rencontres. Toute l'information qui en est ressortie a été fondue puis analysée afin d'y trouver des thèmes communs. Ces groupes n'avaient pas été conçus pour faire ressortir des informations exhaustives.

Plusieurs contraintes ont limité le travail de recherche, notamment le grand nombre de modérateurs pour tous les groupes. Certains y travaillaient parce qu'ils représentaient un groupe linguistique particulier; d'autres avaient une certaine compétence avec l'auditoire. La traduction a aussi représenté un obstacle. Finalement, le temps a créé des limites à la recherche.



Ce projet reçoit l'appui du Bureau du solliciteur général de l'ÎPE et de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement canadien.

La recherche « Des stratégies pour rendre les collectivités de l'Île-du-Prince-Édouard plus sécuritaires » (1995) : un point de départ.

En 1995, les Services correctionnels et le comité consultatif sur la sécurité communautaire et la prévention du crime ont amorcé le projet « Des stratégies pour rendre les collectivités de l'Île-du-Prince-Édouard plus sécuritaires ». Pour ce faire, près de 400 Insulaires ont participé à un sondage ou à un des groupes de discussion. Ils étaient composés entre autres de près de 200 personnes de l'Âge d'or qui, par l'entremise de l'enquête sur le « logement pour les personnes âgées », ont donné leurs opinions sur des questions de sécurité; près de 100 étudiants de la septième à la neuvième année qui ont répondu à un questionnaire, et plus de 80 participant(e)s aux groupes de discussion.

Cette recherche effectuée entre 1994 et 1995 a d'abord mené à la création de la Stratégie, puis à l'élaboration d'un énoncé de vision sur les collectivités plus sécuritaires que voici :

« De Souris à Tignish, à l'Île-du-Prince-Édouard, la conception d'une collectivité plus sécuritaire est presque la même. Les qualités d'une collectivité plus sécuritaire sont les mêmes tant pour les hommes que pour les femmes; tant pour les personnes handicapées et les jeunes que pour les homosexuels et les immigrants. Dans une collectivité sécuritaire, les gens connaissent leurs voisins; ils se respectent eux-mêmes et les uns les autres; ils reconnaissent la valeur de chacun et ils invitent tous les citoyens à participer à la prise des décisions et aux activités de la collectivité. On y évite la consommation excessive de produits alcoolisés; il n'y a pas de violence ni de peur. »

Cette vision est devenue le fondement du travail qui a abouti à la création de la Stratégie en 1994 - 1995 et à la rédaction du document intitulé : *Working Together for Community Safety, a Prince Edward Island Approach for Safer Communities*, document qu'a publié l'Office du procureur général en 2000.

Synopsis de la documentation

Pour que le présent rapport ait une saveur longitudinale, nous devons faire une brève présentation des interventions gouvernementales et communautaires depuis la création de la Stratégie en 1995. Puis, nous nous pencherons sur les commentaires recueillis lors des groupes de discussion. Les changements qui mènent à la sécurité des collectivités semblent plus apparents lorsque des organismes collaborent, dans un esprit de partenariat, à la création de ces changements. Cet esprit accroît la houle de fond alors que le gouvernement, tout aussi bien que les collectivités, focalisent davantage sur ces enjeux. Pendant tous les groupes de discussion, on a fait une présentation sommaire des initiatives fédérales, provinciales et locales liées à la prévention du crime et à la sécurité des collectivités ou aux causes du crime.



Résultats des groupes de discussion

A fin de cerner les points de vue des six collectivités étudiées en matière de sécuritaire communautaire, nous avons préparé trois questions : qu'est-ce qui rend une collectivité sécuritaire; à quel moment vous sentez-vous moins en sécurité et, quelles sont les causes du crime. Les commentaires reflètent des thèmes communs parmi tous les groupes; les différences à l'échelle des collectivités ont aussi suscité des commentaires.

Qu'est-ce qui rend une collectivité sécuritaire?

Ici, la plupart des participants aux groupes de discussion ont dressé une courte liste des concepts qui leur semblaient répondre à la question. Cette question n'a pas suscité autant de discussion que les subséquentes. En revanche, tous les groupes ont parlé des choses suivantes :

- Veiller les uns sur les autres et avoir un sentiment d'appartenance
- Ne pas barrer les portes de la maison ou de l'automobile
- Se sentir rattaché à son passé et au patrimoine
- La présence de la police et des autres services contribue à la diminution du crime
- Inclure tout le monde; les diversités linguistique, religieuse et culturelle
- La violence familiale et le manque de ressources d'appui aux familles
- L'élimination de la consommation excessive des produits alcoolisés et de stupéfiants
- La prospérité et être en possession de ressources



À quel moment vous sentez-vous moins en sécurité? Quelles sont les activités auxquelles vous ne participez pas parce que vous ne vous sentez pas en sécurité?

Cette question a engendré beaucoup de discussion; tous les groupes s'entendaient fortement sur ces moments pendant lesquels on ne se sent pas en sécurité dans sa collectivité. Les points communs étaient les suivants :

- Le manque de sécurité personnelle quand on marche seul le soir ou la nuit, conduire sa voiture dans les zones rurales; le harcèlement téléphonique;
- Toute forme de violence familiale;
- Des jeunes qui se regroupent pour intimider et le besoin d'écoles sécuritaires;
- La consommation excessive de produits alcoolisés, de stupéfiants ou de médicaments;
- La faible présence de la police dans sa collectivité : *La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* qu'on n'utilise pas comme on le prévoyait;
- La sécurité architecturale et le manque de lumières extérieures, les systèmes de sécurité domiciliaires;
- Les milieux de travail qui n'incluent pas tout le monde ou qui négligent la sécurité personnelle des employés.





Faire le Point :

*Ensemble, les communautés et le gouvernement
veillent à la sécurité
et au bien-être de la collectivité*

Les causes du crime

Dans les discussions sur les causes du crime, la plupart des groupes ont mentionné les mêmes choses et dans le même ordre d'importance. Ils ont cité :

- Les stupéfiants et les boissons alcoolisées
- La pauvreté et la rareté d'emplois à haut salaire
- Les jeunes et les responsabilités parentales
- La violence dans les familles et avec les étrangers
- Le manque d'inclusion
- L'alphabétisation et l'éducation / des écoles intégrées
- L'architecture qui comprend la signalisation, les systèmes d'éclairage et des garages de Stationnement



Résumé des résultats

Bref, nous pouvons remarquer que les thèmes se répètent dans toutes les questions. Les participants décrivaient les concepts comme des facteurs qui rendraient leur collectivité plus sécuritaire pour ensuite en parler comme des enjeux touchant la sécurité communautaire, mais ils étaient présentés comme points de vue différents. Les participants revenaient tous sur la discussion sur les causes du crime. Peu de sujets ont fait l'objet de discussion de la part d'un seul groupe. Tout ce que mentionnait un groupe était aussi reflété dans les autres groupes même si, des fois, on utilisait des mots ou un langage différents pour s'exprimer sur les questions.

Le présent rapport ne constitue pas vraiment une vraie étude longitudinale même s'il reflète ce qui se passait en 1995 au moment de la création de la Stratégie et même s'il dresse une liste synoptique des changements et des interventions spécifiques des groupes de discussion provenant des collectivités. On tirerait beaucoup plus de profits d'une bonne recherche qui inclurait les résultats de l'autre recherche « Faire le point ».

To see the full research document, or the English version, go to the website address: <http://www.cliapei.ca>

Ce projet reçoit l'appui du Bureau du solliciteur général de l'IPÉ et de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement canadien.



Ce projet reçoit l'appui du Bureau du solliciteur général de l'IPÉ et de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement canadien.